

AMBIVALENCE DES CRISES ET AMBIGUITÉS DE L'ÉTAT

Christian BIALÈS

SOMMAIRE :

2 Remarques préalables :	1
Introduction :	2
I L'État et la crise sanitaire :	2
II L'État et la crise économique	4
III L'État et la crise de l'Europe :	5
À titre de conclusion,	7
Addenda :	9
Annulation ou non de la dette Covid ?	9
La crise du Covid-19 soulève une foultitude de questions	10
• Au niveau de l'Europe en général et de la France en particulier :	10
• Au niveau géostratégique :	12

2 Remarques préalables :

- 1) **Pas de plan sur la comète pour savoir vers quel horizon nous allons et donc quel après-crise nous pouvons avoir.**
- 2) **Pas de bataille de chiffres : je renvoie chacun(e) à ses propres sources d'informations pour faire la synthèse des données statistiques sur la situation économique et sociale 1 an après la début de la crise sanitaire.**

Mon propre résumé tient en 10 chiffres :

1• baisse de la croissance en 2020 de - 8,2% (celle de l'économie mondiale a été de - 3,4%, celle de la zone euro de - 6,8% ; Allemagne - 5,3%, États-Unis - 3,5% ; Chine : + 2,3%). Pour la France, la prévision de croissance vient d'être abaissée de 6% à 5% ;

2• surmortalité due au Covid : l'Europe apparaît comme la deuxième région du monde la moins touchée après l'Extrême-Orient (aucune surmortalité). Avec un taux de surmortalité de 13,6%, la France apparaît nettement moins touchée que la moyenne européenne, et se situe à un niveau similaire à la moyenne des pays d'Europe « du Nord-Ouest », où la surmortalité est bien inférieure à celles des pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale et orientale ;

3• selon l'Unesco, dans le monde, la fermeture des écoles a effacé 20 ans de progrès éducatifs ;

4• l'emploi s'est certes dégradé mais, grâce aux mesures prises, le chômage n'a pas explosé ;

5• par contre, la pauvreté a bien augmenté comme le montre le recours massif aux minima sociaux : plus de 2 millions de personnes sont bénéficiaires du RSA ;

6• en 1 an, la dette publique a augmenté en France de 16,5% contre 9,1% en Allemagne mais plus de 20% aux États-Unis et au Japon ;

7• en 2020, les Français ont grossi leur matelas d'épargne de 120 milliards d'euros, accumulés essentiellement pendant les mois de confinement ;

8• alors que 3% des salariés télétravaillaient régulièrement avant la crise, ils ont été entre 25% et 44% à le faire pendant les périodes de confinement ; mais il y a des grandes inégalités face au télétravail, selon les catégories socioprofessionnelles, selon le sexe et selon le niveau social (2020

est l'année où le nombre de cadres a dépassé celui des ouvriers) ; le télétravail est, avec d'autres critères, un marqueur des inégalités entre les entreprises : 80% des grandes entreprises se disent prêts à pérenniser le télétravail contre 23% des PME ;

9• depuis plusieurs années le commerce en ligne progresse mais avec la crise sanitaire il a gravi une marche supplémentaire, et haute : dorénavant, le commerce en ligne représente 13% du commerce total de biens hors alimentaire et à elle seule Amazon pèse 22% du e-commerce en France.

10• le chiffre d'affaires des industries culturelles et créatives a baissé de 31%, devant le tourisme (-27%) et l'automobile (-25%).

Introduction :



La langue chinoise révèle le double aspect du mot crise puisqu'il s'écrit avec deux caractères dont le premier signifie danger et le second opportunité. En hébreu, crise se dit « machber », ce qui signifie à la fois crise au sens de fracture et table d'accouchement au sens de planche de salut ; comme les tables de réanimation pour les malades de la Covid.

La crise actuelle, sanitaire, économique, sociale et politique est foncièrement ambivalente.

Muhammad Yunus, économiste et prix Nobel de la Paix en 2006, avait sans doute raison d'écrire il y a un peu moins d'un an que « la pandémie a brutalement changé la donne. Elle ouvre des horizons formidables et jusque-là insoupçonnés. Nous pouvons prendre toutes les directions. Quelle incroyable liberté de choix ! Avant de la relancer, nous devons d'abord nous mettre d'accord sur l'économie à laquelle nous aspirons. Nous devons avant tout convenir que l'économie n'est qu'un moyen, celui d'atteindre des objectifs que nous nous fixons. (...) Dès lors que cet outil, l'économie, ne nous conduit pas là où nous souhaitons aller, c'est qu'il y a quelque chose dans le matériel, ou dans le logiciel, qui fonctionne mal. Nous devons alors y remédier et réparer l'outil. (...) C'est la grande nouvelle de cette période : la crise due au coronavirus nous ouvre des horizons pour ainsi dire illimités pour tout reprendre de zéro. La possibilité de faire table rase pour concevoir matériel et logiciel, à neuf. Une décision mondiale, unanime mais simple, serait d'une aide immense : il faut la consigne claire que nous ne voulons pas reprendre là où nous nous sommes arrêtés ».

Mais il n'empêche que pas plus tard que Bercy vient de se fixer l'horizon de 2027 pour stabiliser la dette et pour ramener le déficit sous la barre européenne des 3%. Il semble donc que l'après-crise ressemble à l'avant et que l'on en revienne demain à la politique austéritaire d'hier.

Les diverses dimensions de la crise actuelle montrent cette ambivalence. J'envisage d'illustrer cette ambivalence en tentant de dresser l'état de la situation en me centrant sur la situation de l'État face à trois crises, sanitaire, économique et européenne. Et à l'ambivalence de ces crises répond l'ambiguïté de l'État.

I L'État et la crise sanitaire :

Les statistiques officielles (France stratégie, 21 mars 2021) concernant la surmortalité due au Covid montrent que l'Europe est la deuxième région du monde la moins touchée après l'Extrême-Orient (aucune surmortalité), et qu'avec un taux de surmortalité de 13,6%, la France est moins touchée que la moyenne européenne, qu'elle se situe à un niveau similaire à la moyenne des pays d'Europe « du Nord-Ouest », où la surmortalité est bien inférieure à celles des pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale et orientale.

Il n'empêche qu'il est facile de montrer que notre pays a accumulé de nombreux ratés, que ce soit pour les masques, les tests ou les vaccins.

Cela n'est d'ailleurs pas très étonnant lorsqu'on connaît les études sur l'efficacité de l'État en France.

Le site « interactives.lowyinstitut.org » classe 116 pays selon la qualité de la gestion de la crise sanitaire : la France est classée 71^{ème} le 13 mars (et 73^{ème} le 9 janvier). Même si ce classement peut être contesté

dans la mesure où les pays étudiés sont souvent difficilement comparables, les résultats sont malgré tout instructifs.

En termes de balance bénéfiques/risques pour la population, le site « qualitiso.com » donne des informations précieuses, constamment actualisées :

Pour la santé, la France est classée 27^{ème} (1,931)

Pour l'éducation, elle est classée 35^{ème} (1,238)

Pour l'économie, elle est classée 25^{ème} (1,293)

Pour la place des femmes, elle est classée 39^{ème} (0,772)

Pour la démographie, elle est classée 33^{ème} (-0,146)

Pour le progrès social, elle est classée 42^{ème} (0,651)

Pour le progrès technique, elle est classée 14^{ème} (1,667)

Pour les ressources naturelles, elle est classée 21^{ème} (0,885)

Globalement, la France est classée 29^{ème} au niveau mondial (1,158)

Pour la pollution, la France est classée 63^{ème} (0,176)

Note : quand le score B/R est favorable s'il est supérieur à 0, défavorable s'il est inférieur à 0 ; il est bon quand il est supérieur à 1 et mauvais s'il est inférieur à 1.

En septembre 2020, les résultats étaient les suivants :

Pour la « santé », la France est classée 29^{ème} avec un score de 2,2 (Islande : 2,63 ; Finlande : 2,61 ; Slovénie : 2,47 ; Suède : 2,47 ; ... Allemagne : 2,39 ; Italie : 2,39, ...)

Pour le « progrès », la France est classée 11^{ème} avec un score de 1,31, après l'Allemagne (1,32) ; les Pays-Bas (1,52), le Danemark (1,47) et la Suède (1,45) sont en tête.

Pour l'économie, la France est classée 23^{ème} avec un score de 0,99 ; l'Allemagne est 5^{ème} avec 1,26.

Pour l'éducation, la France est classée 42^{ème} avec un score de 1 ; le Canada est 1^{er} avec 1,6 ; l'Allemagne est 23^{ème} avec 1,14.

Pour l'environnement de la planète, la France est 119^{ème} avec - 0,84 !

En pondérant ces divers critères, à l'exclusion du dernier, la France se classe 15^{ème} avec un score global de 1,17 (la Suède est 2^{ème}, le Danemark 6^{ème}, l'Allemagne 10^{ème}, l'Autriche 12^{ème}, les EU 13^{ème}, les Pays-Bas 14^{ème}, le Portugal 21^{ème}, le Japon 22^{ème}, l'Espagne 25^{ème}, l'Italie 26^{ème}, la Grèce 41^{ème}) :

Avec une batterie de 14 critères élémentaires portant sur l'éducation, la santé, la sécurité, l'innovation, le marché du travail et la pauvreté, les économistes de Natixis viennent d'évaluer l'évolution sur 10 ans (2011-2021) de l'efficacité de l'État dans plusieurs pays : la France fait partie avec l'Italie et la Grèce des pays où cette efficacité s'est dégradée. Ils montrent aussi que cette efficacité n'est pas corrélée avec le niveau des dépenses publiques.

D'ailleurs, mon ami François Facchini, professeur d'économie à la Sorbonne, montre dans son livre qui vient de paraître sur les dépenses publiques que le ratio de dépenses publiques (montant des dépenses publiques / PIB) qui permet le taux de croissance économique le plus élevé se situe empiriquement, sur une période d'analyse d'un siècle, à 30% ; alors qu'actuellement on est au-delà du double ! Non seulement, on vérifie que cette dose faramineuse de dépenses publiques n'aboutit pas à une croissance vigoureuse mais en plus cela ne permet pas à l'État d'assurer correctement sa fonction de production de services publics : c'est clairement sa fonction d'assureur des risques économiques qui a pris le dessus.

En ce qui concerne la dette publique, la comparaison entre la France et l'Allemagne est symptomatique : entre le début des années 2000 et la crise de 2007-2008, l'évolution est la même et relativement stable (entre 60 et 65% du PIB) dans les 2 pays, puis la dette évolue toujours de la même façon dans les deux pays mais en augmentant, en réaction à la crise financière ; mais à partir de 2011, la dette publique de la France continue à augmenter sur le même rythme (pratiquement 100 % avant la crise sanitaire) alors que celle de l'Allemagne redescend progressivement et retrouve en 2019 les 60% de la norme européenne ! À quelles évolutions va-t-on alors assister dans les années qui viennent avec le « quoi qu'il en coûte » ??

II L'État et la crise économique

On observe qu'il y a une sorte de contradiction entre l'état de l'économie et la situation sanitaire : alors que celle-ci impose des mesures restrictives qui vont souvent jusqu'au confinement strict, l'économie ne donne pas l'impression de s'effondrer pour autant¹. Cela s'explique par les réactions très fortes et rapides des gouvernements et des banques centrales ; grâce précisément à la stratégie généralisée du « quoi qu'il en coûte » : les États sont devenus les assureurs des risques économiques et la BCE est devenue l'assureur en dernier ressort de la situation financière des États.

La montée en flèche du déficit et de la dette publics permet de préserver au maximum le tissu productif, et, pour s'adapter, on assiste aussi à des comportements nouveaux qui vont peut-être s'installer durablement comme le télétravail et la consommation en ligne, ce qui va bousculer non seulement le fonctionnement des entreprises mais aussi les manières de vivre des ménages.

Les récentes annonces du Président Joe Biden de plans massifs pour relancer l'économie et conforter les infrastructures, et les importantes mesures décidées aussi en Europe montrent que la crise a peut-être signé la fin du néo-libéralisme.

En effet, ses 4 principaux piliers ont été abattus :

- 1) Premièrement, le retrait de l'État, la déréglementation et la confiance dans la capacité d'auto-régulation des marchés, toutes ces convictions, déjà fragilisées depuis la crise financière de 2007-2008, sont remises en cause par la crise actuelle. Ce n'est pas le marché mais bien l'État qui, après avoir sauvé les banques il y a 10 ans, protège cette fois-ci l'économie réelle du risque d'effondrement. C'est aussi le retour de l'État comme garant d'une souveraineté européenne et nationale sur les biens et services essentiels qui est réclamée par la population, par exemple sur la santé ou le numérique.
- 2) Deuxièmement, il y a une révision complète du rôle de la monnaie et de la banque centrale. La doctrine monétariste considère que la politique monétaire n'influence à long terme que l'inflation et que les banques centrales doivent donc être indépendantes pour garantir les agents contre les errements politiques. Là aussi, le Covid vient, comme en 2008, apporter un démenti cinglant à cette hypothèse. Jamais les États n'auraient pu financer la protection des entreprises et des salariés depuis un an sans l'achat massif de dette publique, c'est-à-dire sans création monétaire. Les banques centrales ont agi exactement comme si elles étaient sous l'autorité des gouvernements car elles n'avaient pas d'autres choix politiques (Les BC ne sont donc plus indépendantes).
- 3) Troisièmement : l'intensification du commerce mondial est peut-être terminée. Il a cru deux fois plus vite que le PIB mondial entre 1980 et 2000, mais il ralentit spectaculairement depuis 10 ans. La crise du Covid va accélérer cette tendance et pousser vers une régionalisation des chaînes de valeur. S'il n'y a pas vraiment démondialisation, il y a en tous les cas une régionalisation de l'économie mondiale.
- 4) Enfin, quatrièmement, l'exigence de rentabilité à deux chiffres pour les actionnaires, signes distinctifs entre tous du capitalisme actionnarial, devient intenable car incompatible avec la tolérance de plus en plus réduite des peuples aux inégalités et les conséquences sur la transition écologique. Celle-ci exige une consommation durable, la proximité des lieux de production, des investissements massifs pour décarboner les modes de production et financer une énergie plus chère : toutes ces tendances condamnent les rendements actuels et interrogent sur la pérennité d'une entreprise qui continuerait à considérer le bien commun comme hors sujet.

¹ Cette contradiction saute aux yeux en cette mi-avril où le nombre de morts du Covid atteint les 100 000 (ce chiffre est celui de Santé publique France, mais selon l'Inserm qui produit en général des statistiques encore plus fiables il serait très sous-estimé). Quoi qu'il en soit, « les morts s'accumulent et l'indifférence s'installe » (Le Monde du 26 mars 2021) et un rapprochement peut être fait avec les chiffres du chômage dont la France a été très souvent la championne mondiale au point que Denis Olivennes a parlé dans un article resté fameux dans Le Débat en 1994 de « préférence collective et de consensus inavoué ».

Il n'empêche que la remise en cause du néolibéralisme ne signe pas pour autant la fin du capitalisme actionnarial, c'est-à-dire de la forme actuelle du capitalisme qui sert avant tout les intérêts des actionnaires.

Car il ne va se réformer après la crise du Covid et ne succombera pas sous le poids de ses déficiences et de ses déviances (partage des revenus au détriment des salariés, inégalités aggravées entre les revenus et entre les patrimoines, inégalités entre les entreprises et entre les pays, montée de la précarité et même de la pauvreté, désordres climatiques, ...).

Par contre, il pourrait souffrir de ne plus être capable de fournir de la croissance et même de succomber suite à une crise financière gigantesque que pourraient entraîner le poids des dettes, publiques et privées ainsi que l'éclatement des bulles spéculatives que gonfle actuellement le torrent de liquidités déversées par les banques centrales acculées à soutenir les banques commerciales et les États.

Ce n'est pas parce que l'on parle de capitalisme numérique, de capitalisme de réseau ou encore de capitalisme de plateformes que le capitalisme n'est plus actionnarial comme le montrent bien les records que battent actuellement les indices boursiers, partout dans le monde ; ce qui prouve qu'il y a toujours une nette déconnexion entre la sphère financière et l'activité économique réelle. Pour reprendre l'analyse éclairante de Pierre François et Claire Lermancier dans leur bel ouvrage sur la sociologie historique du capitalisme, on est bel et bien dans « l'âge de la finance », 3^{ème} stade du capitalisme mondial, après ceux de « l'âge du commerce » et de « l'âge de l'usine ». Ils défendent aussi l'idée originale que c'est l'État qui construit le capitalisme et qui le fait évoluer ; et que l'État n'est jamais plus ou moins fort mais qu'il utilise son pouvoir pour favoriser des groupes sociaux différents selon les époques. Aujourd'hui, ce sont les entreprises et leurs actionnaires qui sont favorisés ; les salariés, les jeunes et les États eux-mêmes sont les grands perdants.

La crise du Covid exacerbe les conséquences de la crise dite des subprimes de 2007-2008 : le capitalisme contemporain, toujours idéologiquement néolibéral et qui reste actionnarial, donc financier, même s'il prend des formes plus spécifiques au point que l'on parle de plus en plus de capitalisme numérique, de capitalisme de réseau ou encore plus précisément de capitalisme de plateformes, et que l'on distingue géographiquement le capitalisme anglo-saxon, le capitalisme familial comme en France, le capitalisme socio-démocrate à l'allemande et plusieurs types de capitalisme asiatique, subit des atteintes de plus en plus fortes et, comme à l'époque de Keynes, ce « bourgeois qui voulait sauver le capitalisme » comme l'Express a titré un jour de décembre 1969, on assiste partout à un retour formidable de l'État dans le jeu économique. Sans contexte, l'économie mondiale renoue avec le keynésianisme et l'interventionnisme étatique. C'est ainsi que Joe Biden retrouve les programmes d'action de Kennedy-Johnson (la référence au New Deal de Roosevelt me semble moins pertinente). L'évolution actuelle du capitalisme marque - au moins pour un temps - la fin du capitalisme néo-libéral que nous connaissons depuis la fin des trente glorieuses. Irait-on jusqu'à retrouver une économie comme dans les années 1970 ? Si tel était le cas, il faudrait s'attendre à un retour de l'inflation, donc à une remontée des taux d'intérêt. Quid alors des dettes accumulées ?

III L'État et la crise de l'Europe :

Trois déclarations de mai 2020 font penser que la crise peut être un puissant catalyseur pour provoquer des progrès décisifs dans la construction européenne : celle de la chancelière allemande du 13 mai (devant le Bundestag, Angéla Merkel défend la monnaie unique et plaide pour une plus grande intégration économique et même politique de l'Europe), celle de Macron et Merkel du 18 mai (les 2 chefs d'État arrivent à une position commune en faveur d'une souveraineté sanitaire, de la création d'un fonds de relance pour la solidarité et la croissance, et de la nécessité d'accélérer les transitions écologique et numérique) et celle d'Ursula van der Leyen du 27 mai : la Commission européenne propose aux 27 États membres un plan de relance exceptionnel de 750 milliards d'euros « Next Generation UE » ; exceptionnel non seulement dans son montant mais aussi dans son principe : il serait financé à partir d'un emprunt réalisé par la Commission elle-même, ce qui correspond à ce qui n'avait jamais été accepté jusqu'ici, à savoir une mutualisation européenne des dettes publiques.

Il n'empêche qu'un an après, en mars 2021, plusieurs voix s'alarment de la grande fragilité de la zone euro :

- Les économistes de Natixis analysent « Pourquoi l'Europe est une construction fragile » : « La fragilité de la construction européenne vient de deux facteurs essentiellement :
 - . les écarts considérables de coût du travail qui existent entre les pays de l'Union Européenne, alors qu'il y a libre-échange et soit monnaie unique soit grande stabilité des taux de change. Le biais de compétitivité en faveur des pays à salaires faibles (pays d'Europe Centrale) dégrade fortement la situation de certains pays d'Europe de l'Ouest et les désindustrialise, et ce biais de compétitivité sera très long à corriger ;
 - . le fait que dans une Union Économique et Monétaire les pays peuvent complètement exploiter leurs avantages comparatifs, d'où une forte spécialisation productive. Cela conduit à ce que certains pays où certaines régions progressivement n'aient plus que des productions de biens et services peu sophistiqués donc connaissent une forte régression de leur niveau de vie relatif. Cette évolution est impossible à combattre, même par le fédéralisme, puisqu'il est efficace d'exploiter les avantages comparatifs.

La France est clairement un exemple d'un pays européen qui souffre à la fois de la concurrence des pays d'Europe de l'Est et d'une spécialisation productive pénalisante ».

Notons d'ailleurs que les mêmes économistes de Natixis distinguent deux groupes de pays de la zone euro concernant la progression du revenu par tête depuis la création de l'euro, ceux où cette progression est forte - Slovaquie, Slovénie, Finlande, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Belgique, Allemagne, Espagne - et ceux où cette progression est faible ou nulle - France, Italie et Grèce - et ils ont calculé que, en ne tenant pas compte de la Slovénie ni de la Slovaquie, 65% de l'écart entre les progressions du revenu par habitant au sein de la zone euro s'explique par l'écart entre les compétences de la population active. Il y a donc urgence à redresser les compétences dans nos pays, sans quoi les autres politiques risquent d'être peu ou même pas efficaces.

- Marc Touati, dans Capital se pose la question « l'explosion de la zone euro est de plus en plus probable, qui veut sa peau ? » : « à l'image de pompiers pyromanes, ce sont les dirigeants politiques et monétaires de la zone euro, qui, sous couvert de vouloir sauver cette dernière "quoiqu'il en coûte", sont en train de la mettre en danger et de menacer jusqu'à son existence pour les années à venir ».
- Olivier Passet, sur Xerfi Canal, en constatant « l'impuissance suicidaire de l'Europe face à la crise de la Covid » : « La zone euro est plus vulnérable que jamais et avec elle l'UE dans son ensemble. Nous avons jusqu'ici souligné les mécanismes endogènes qui la fragilisent : - notamment les forces de divergence que renforce un régime de monnaie unique sans transferts budgétaires suffisants pour permettre à la périphérie de recoller au cœur ; - l'incapacité des économies à produire une synergie positive de croissance ; - un partenariat de production et d'innovation pris dans le jeu d'une concurrence fiscale et sociale fratricide ; - et bien sûr un carcan de règles qui limitent le pouvoir de réaction d'économies frappées de façon très asymétrique par les chocs de l'économie mondiale. Cette critique est classique et elle est contrebalancée par une ligne de défense tout aussi classique : la dimension protectrice de l'euro pour de petites et moyennes économies face à des turbulences de plus en plus surdimensionnées ; la capacité de l'Europe à se réformer et à déroger de façon opportune à ses règles, notamment sur le plan financier depuis 2008. Et au bout du compte, l'Europe fait figure d'espace de frustration, mais aussi de robustesse, qui survit aux crises qui l'assailent. Nous entrons dans une guerre des modèles économiques. Sauf que cette lecture ambivalente passe à côté d'un nouveau champ de menaces inégalées depuis la crise sanitaire, que je qualifierai d'exogènes, et qui bousculent toute la philosophie de la construction européenne. Pour dire les choses plus explicitement, depuis quelques années, le champ de la concurrence s'est déplacé. Nous nous sommes toujours figuré la mondialisation comme une extension géographique de la concurrence entre les marchandises, les hommes et les capitaux. Or, ce qui s'opère aujourd'hui sous nos yeux, c'est un déplacement de la concurrence sur les modèles économiques. Nous sommes entrés sans bien le réaliser dans une guerre DES capitalismes, une guerre des systèmes de régulation dont nous ne connaissons pas encore l'issue et qui prend totalement de cours la mythologie européenne. (...) In fine, l'UE apparaît de plus en

plus comme un attelage lourd et discordant, une empêcheuse d'agilité et de ripostes défensives. Elle voit poindre à sa frontière avec le Brexit le contre-modèle d'un pays qui renonce à l'illusion de la force collective et mise sur un souverainisme véloce de marché. Une sorte de modèle israélien à sa frontière qui n'attend pas tout de la taille et des forces magiques de la concurrence. Elle regarde à cette heure cette aventure solitaire comme un suicide programmé, sans voir que dans la guerre des modèles, le sien est en urgence absolue ».

Alors que l'on pouvait espérer que la crise du covid allait faire faire à l'Europe le pas nécessaire pour corriger l'essentiel de ses tares congénitales, en fait il n'en est rien. Et l'écart entre l'Europe et les États-Unis s'est approfondi et risque de se creuser encore davantage dans les années qui viennent : en 1982, le PIB par habitant en France était égal à 88% de celui aux États-Unis, et le pourcentage est passé à 77% en 2019 ; et le FMI estime que le pourcentage va continuer à baisser ; d'où ses exhortations au renforcement des plans de relance eurtopéens.

La solution minimale pour que la zone euro ne sombre pas, c'est qu'il y ait un budget de la zone euro. Il faudrait un budget de deux à trois points de PIB, spécifique à la zone euro permettant d'investir dans les infrastructures et dans la politique de souveraineté. La solidarité manque depuis que nous avons créé l'euro. Et la question actuelle des vaccins le montre à l'envi. La gestion de la stratégie vaccinale est un exemple de plus, et fameux, de l'échec du fonctionnement intergouvernemental ainsi que des actuelles institutions européennes (pour 2 Français sur 3, l'Europe n'est pas à la hauteur de la crise du Covid) : la voie du fédéralisme est la seule qui vaille.

De surcroît, la Covid a accentué et même exacerbé la structure duopolistique de l'économie mondiale (États-Unis / Chine) ainsi que la coupure du monde en démocraties libérales, démocraties illibérales et régimes totalitaires. Comment notre Europe si frileuse va-t-elle pouvoir défendre sa place dans ce nouveau monde ?

À titre de conclusion,

je voudrais évoquer la notion de résilience, qui, en cette période de crise, est omniprésente dans de nombreux discours et convoquée à n'en plus finir.

Cette notion désigne, à première vue, une bien jolie chose : une ressource psychique précieuse qui permet de traverser une épreuve traumatique et d'en sortir plus fort. Dans son bestseller de 1999 *Un merveilleux malheur*, le neuropsychiatre Boris Cyrulnik filait ainsi l'inspirante métaphore de l'huître qui, pour se protéger du grain de sable qui la blesse, secrète du calcaire, produisant ainsi une perle.

À en croire la philosophe Cynthia Fleury, il nous est ainsi permis d'espérer de sortir grandis de la pandémie de covid-19 : « nous pouvons vraiment apprendre quelque chose de cette crise, refonder nos modèles de résilience collective ».

Un espoir qui ne sort pas indemne, toutefois, de la lecture du dernier livre de Thierry Ribault : *Contre la Résilience. A Fukushima et ailleurs* (L'Echappée)

Pour Thierry Ribault, la résilience n'est pas une bonne chose en soi, ce n'est pas seulement une force humaine récupérée et instrumentalisée par le néolibéralisme, toujours enclin à compter sur les individus pour surmonter les catastrophes engendrées par un système qu'il n'est pas question de remettre en cause. Il s'agit foncièrement d'une idéologie de l'adaptation et de la soumission, et d'une technologie du consentement, qui transforme les victimes en « acteurs » gestionnaires de la dévastation.

« On ne traverse pas les épreuves, on est traversés par elles. La conscience de la gravité d'une situation et la peur qu'elle inspire (elle aussi prohibée par la résilience au nom de l'impératif de dépassement), sont des moments cruciaux pour nous amener à nous questionner individuellement et collectivement sur les causes réelles qui mènent à ces situations de catastrophes devenues conditions du progrès. Avec la résilience, selon laquelle on ne souffre jamais en vain, on est dans un refoulement sans fin de cette conscience ».

Comme le soulignent Julian Reid et Brad Evans dans leur livre *Resilient life, The art of living dangerously* (Wiley, mars 2014), l'accent sur la résilience est symptomatique du désengagement de l'État à l'ère néolibérale : il n'appartient plus au souverain étatique de garantir une impossible sécurité face au chômage, à la maladie et à la vieillesse, mais aux individus d'assumer leur « vulnérabilité » et « d'accepter la dangerosité du monde » pour cultiver leur adaptabilité face à des risques décrétés aussi inévitables que des catastrophes naturelles. La résilience implique que l'on ne peut pas changer les systèmes économiques existants, ni arrêter les désastres qu'ils créent, mais seulement s'en accommoder le mieux possible.

La philosophe Eva Illouz mettait déjà en garde en 2016 contre les « usages idéologiques » de l'idéal de la résilience, qui « *prive de légitimité les sentiments négatifs, pourtant inévitables et même nécessaires* » dans les situations objectivement injustes et révoltantes. « *Nos sociétés imposent au moi un devoir de performance psychologique où la psyché doit se montrer plus forte que les structures sociales, parfois écrasantes.* »

C'est pourquoi, face à la crise actuelle et aux conséquences qu'elle ne va pas manquer d'avoir pendant de longues années, il faut résilier le contrat de résilience et opter délibérément pour la résistance.

Pour le philosophe Jean-Claude Monod : « (...) l'expérience dont nous sortons peut n'être pas perçue exclusivement comme un "mal", sous deux aspects : d'une part, un certain "retour du politique" et, d'autre part, une mise en question de l'inéluçabilité d'un mode de développement socialement et écologiquement destructeur. (...) Si le retour du politique peut apparaître comme une réaffirmation de la puissance publique après une longue période de dépolitisation favorable au capitalisme financier, il peut prendre deux voies divergentes : celle, souhaitable, d'une relégitimation "keynésienne" de l'État social et employeur après des décennies d'austérité et de culpabilisation néolibérale, ou celle, redoutable, d'un État tout-puissant, débarrassé des contrôles et des contre-pouvoirs institutionnels et extra-institutionnels, du Parlement comme des mouvements sociaux.

Addenda :

Annulation ou non de la dette Covid ?

Olivier Passet résume de la manière suivante les termes du débat :

- Du côté des anti-annulation, annuler la dette Covid détenue par la banque centrale :

1. revient à faire financer le déficit par de la monnaie, ce qui est contraire aux traités ;
2. ne sert à rien puisque les États sont tenus de combler les pertes en capital de la banque centrale dans un jeu à somme nulle ;
3. atteint la crédibilité du système, créant une défiance sur la dette publique plus préjudiciable que le gain de l'annulation partielle.

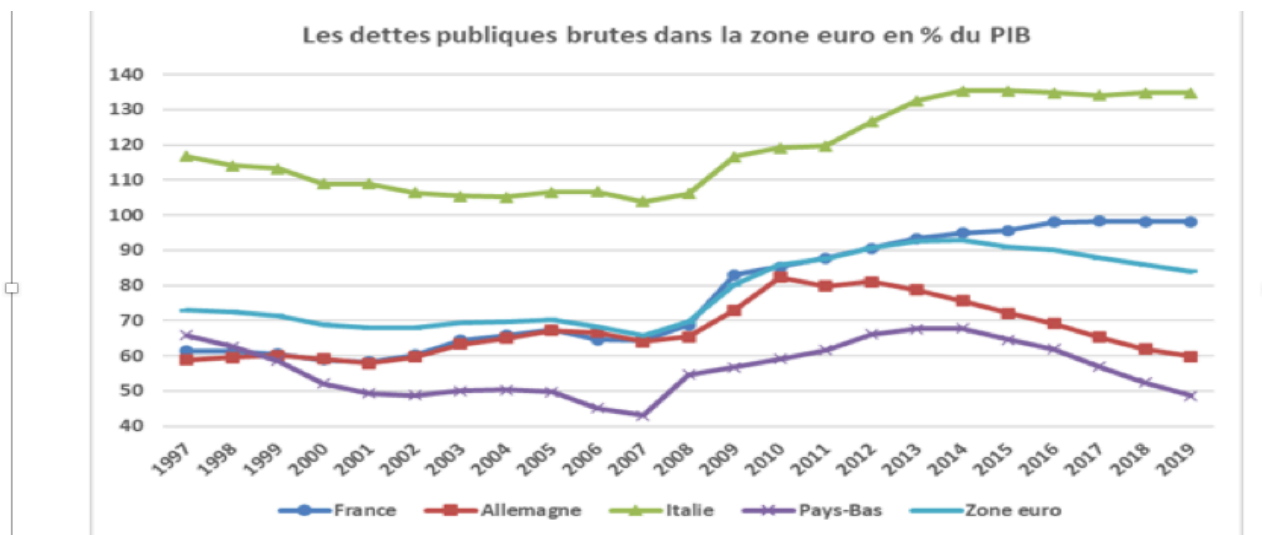
- Du côté des pro-annulations :

1. par son caractère exceptionnel et circonscrit, l'annulation ne remet pas en cause les principes généraux des traités ;
2. que la banque centrale détienne à son actif des titres publics (qui ne lui rapportent rien aujourd'hui et à haut risque de défaut en cas de remontée des taux) ou des fonds propres devenus négatifs après annulation à son passif (qui ne lui coûtent rien aussi) ne change pas grand-chose à son fonctionnement ;
3. il existe des pistes de faisabilité dans le non-dit des traités ;
4. et le remboursement compromet le financement écologique, risque plus lourd que celui du non-remboursement. (...)

Au fond, ce débat sur la dette est celui entre la peste d'une finance sans arrimage réel, en bulle permanente et produisant des distorsions de richesse perpétuelle, et le choléra d'une annulation qui fragilise la crédibilité du système, mais peut permettre demain à la banque centrale de reprendre la main sur la canalisation de la finance ».

Le paragraphe précédent cette conclusion est également intéressant :

« Bref, nous entrons dans une ère de QE massif et continu sans perspective de normalisation. Toute la politique monétaire et l'esprit des traités sont ainsi déjà dévoyés. La fonction première de la BCE n'est plus d'assurer la stabilité, mais de produire un artifice qui évite l'effondrement du système. Le statu quo sur la dette valide en fait cette fuite en avant où la banque centrale n'a plus aucune marge de régulation monétaire. Toute remontée des taux ferait exploser le système et le bilan même de la banque centrale surexposée sur le risque souverain, avec des pertes très supérieures à l'annulation de la dette Covid. En attendant, la mission ultime et délirante de la banque centrale est une fuite en avant dans la liquidité et les taux zéro, qui évite la ruine des détenteurs d'action ou d'immobilier et lamine l'épargne des petits détenteurs rémunérés par intérêt ».



Source : Eurostat ; FIPECO.

Ce dernier schéma montre très clairement que la dette française continue à partir de 2011 à augmenter alors que celle de l'Allemagne revient progressivement à la hauteur de la norme européenne de 60% du PIB...

La crise du Covid-19 soulève une foultitude de questions

• Au niveau de l'Europe en général et de la France en particulier :

- sur les déficiences révélées par la crise (systèmes de santé (pb d'approvisionnement, sous-dimensionnement des hôpitaux, ... malgré des dépenses de santé très élevées), protection sociale (grand nombre de personnes peu ou mal protégées comme les intérimaires, les jeunes, les indépendants - 3 Mns de personnes -, titulaires de contrats courts (450 000 précaires), recherche et innovation (exemple des vaccins -, prise de risque insuffisante, pb de financement, question des relations entre public et privé), efficacité de l'État (poids de la bureaucratie, gestion défectueuse de la logistique)) ;
- sur les nouvelles inégalités (emplois peu protégés, jeunes, niveau des revenus des professions de 1^{ère} et 2^{ème} lignes - santé et distribution - inégalités patrimoniales avec les politiques monétaires expansionnistes qui peuvent créer des bulles d'actifs) ; inégalités aussi entre les entreprises et donc entre les employés (sur les 320 000 emplois privés détruits en 2020, 295 000 sont dans les services)
- sur les nouvelles frontières des politiques économiques (déficits publics, dette, création monétaire, interventions de l'État tous azimuts et « quoi qu'il en coûte » pour soutenir ménages et entreprises) ; des politiques soulèvent de nombreuses questions : les taux vont-ils remonter ? Peut-il y avoir une crise des dettes ? Que faire de l'épargne accumulée ?
- sur les changements irréversibles ou non apportés par la crise (comportements de consommation avec le développement de la consommation en ligne (l'explosion de la livraison de repas à domicile et la multiplication des « ferk kitchen en sont de saisissantes illustrations et cette tendance a des chances d'être structurelle), du travail avec le télétravail (qui peut devenir lui aussi structurel et qui va bouleverser l'organisation et le fonctionnement des entreprises et des administrations), des loisirs, transition énergétique) et sur les conséquences de ces changements (formation, compétences, réallocation des facteurs de production, normalisation des activités des restaurants-hôtels, de transport aérien, de construction automobile, politiques redistributives) ;
- sur la gouvernance du capitalisme et des entreprises (parties prenantes, normes de rentabilité) qui vont déterminer, à moyen terme, le partage du coût de la crise.

Si l'on se fie à l'expérience de la crise de 2007-2008, il y a peu de chances que l'on puisse rattraper après la crise actuelle une part, même faible, du PIB perdu : la dose d'irréversibilité des effets de la crise est donc très importante (tout au moins dans la zone euro ainsi qu'aux États-Unis). Une récession a en effet des effets permanents quand elle a des conséquences négatives non seulement sur les flux mais aussi sur les stocks, stock de capital matériel (par insuffisance d'investissement), stock de capital humain (par aggravation du chômage), stock de dettes privées (par dégradation des conditions financières des entreprises) et stock de dettes publiques (par accumulation des déficits budgétaires). Parmi les leçons de la crise de 2007-2008, on peut noter aussi que, par rapport à la quantité de PIB perdue, ce sont les salariés qui ont été les plus grands perdants. Avec la crise actuelle, les États feront sans doute partie aussi des perdants. On comprend donc qu'il est décisif de limiter de toutes les manières possibles les effets récessifs de la crise. La politique à mettre en œuvre pour ce faire est forcément délicate. En tous les cas, elle doit vérifier clairement qu'une économie équilibrée marche nécessairement sur ses deux jambes, l'offre et la demande (et les politiques macroéconomiques qui s'intéressent à l'une sont différentes de celles qui s'intéressent à l'autre et ne s'inscrivent pas du tout dans le même horizon temporel). En effet, il faut « en même temps » renforcer les qualités de l'offre en réduisant la pression fiscale sur les entreprises et soutenir vigoureusement la demande, y compris en soutenant les revenus des ménages et en augmentant les dépenses publiques.

La situation sanitaire en France souffre énormément, spécialement quand on la compare à celle de l'Allemagne, de la désindustrialisation de notre système productif : « l'industrie allemande est au moins deux fois et demie plus importante que l'industrie française en termes de chiffre d'affaires. (...) Nous sommes passés de la première industrie pharmaceutique en Europe à la cinquième place en une quinzaine d'années. (...) L'industrie française est nue dans le combat international. (...) Ce que nous n'avons pas fait, c'est de réfléchir aux industries souveraines dont nous avons besoin pour faire face aux crises internationales. On a bien identifié qu'il fallait une industrie de défense et les travaux menés depuis quarante ans aux États-Unis et en Russie ont déterminé que pour maintenir la souveraineté d'un État il y a cinq domaines clefs : la défense, la santé-pharmacie, la finance, l'agro-alimentaire et les industries informatiques-numériques ». Cette faiblesse structurelle profonde de la France s'explique par une stratégie court-termiste et une vision comptable.

Selon le professeur Christian Saint-Étienne, « ce n'est pas l'euro qui est responsable de la désindustrialisation. C'est le fait que stratégiquement, on n'a pas intégré l'entrée dans la zone euro pour modifier le comportement sur le plan salarial, industriel et en termes de politique de filière. Il aurait fallu comprendre en 1999 quand on est entré dans l'euro qu'il fallait rester au moins aussi compétitif que l'Allemagne. Il y a 25 ans, l'ensemble des élites de droite et de gauche ainsi que les élites économiques se sont convaincues que nous étions entrés dans un monde post-industriel, post-travail et qu'on pouvait laisser filer l'industrie sans que cela n'ait d'importance. Les élites n'ont pas compris que les industries sont les activités avec la plus forte productivité et qui assurent la compétitivité globale du pays. Il y a eu une incompréhension stratégique globale. (...) Dans le cas où nous n'aurions pas eu l'euro, la monnaie aurait été dévaluée pour améliorer notre compétitivité industrielle. Cela aurait affaibli notre système financier. Ce n'est pas l'idéal non plus. L'euro a été fait sur une demande française, c'est le Président Mitterrand qui a exigé cela du chancelier Kohl. À partir du moment où nous voulions l'euro, il fallait vouloir toute la politique stratégique qui allait avec. Ce que l'on n'a pas fait ».

Il ne faut pas trop s'étonner du manque de solidarité industrielle entre les États membres. On ne peut pas espérer que l'industrie allemande fonctionne pour les pays qui n'ont plus d'industrie : « si on crée une zone monétaire, par nature elle conduit à la spécialisation des sous-parties de la zone. Si on prend les États-Unis, il y a 50 États, c'est une zone monétaire mais tout le monde ne fait pas de l'aéronautique dans les 50 États, ni de l'électronique. Si on met en place une zone monétaire, on sait que pour que cela fonctionne dans la durée, il faut un gouvernement économique intégré et un budget de la zone pour opérer un minimum de redistribution. Aux États-Unis, ils l'ont car c'est le budget fédéral qui est en charge de cela. Chez nous, les personnes qui ne comprennent pas cela disent que nous avons le budget de l'Europe mais cela n'a rien à voir. Ce qu'il faut, c'est un budget de la zone euro. Il faudrait un budget de deux à trois points de PIB, spécifique à la zone euro permettant d'investir dans les infrastructures et dans la politique de souveraineté. La solidarité manque depuis que nous avons créé l'euro ».

• **Au niveau géostratégique :**

En 1973, Alain Peyrefitte faisait paraître son fameux ouvrage, « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera » et il lui donnera une suite en 1997 avec « La Chine s'est éveillée ». Aujourd'hui, Kishore Mahbubani, ancien ambassadeur à l'ONU, vient de faire paraître « Le jour où la Chine va gagner » (Éditions Saint-Simon). En effet, en 1950, le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis représentait 27 % du PIB mondial. Il en représente 15 % aujourd'hui. Dans le même temps, celui de la Chine est passé de 4,5 % à 18,6 % (en parité de pouvoir d'achat). L'analyse de l'auteur sur le basculement du monde et donc sur l'avenir des démocraties mérite d'être amplement méditée.

On peut cependant rétorquer que les États-Unis reviennent en force dans la course à l'hégémonie mondiale. En tous les cas, les plans de relance de Joe Biden peuvent le laisser penser. En plus, ces plans s'inscrivent dans un écosystème particulièrement favorable puisque se combinent avec ces moyens financiers considérables trois vertus essentielles, l'ambition, l'audace et le risque. Voir ce qui se prépare avec la nouvelle guerre des étoiles pour l'Internet à haut débit partout dans le monde (Musk et Bezos s'affrontent et le projet du premier, Starlink, prévoit déjà une constellation de 42000 satellites) ! On se demande même si les EU ne sont pas en train de passer directement de la récession à la surchauffe en multipliant les goulets d'étranglement ; d'où la crainte d'une poussée inflationniste et de la remontée des taux qui pourrait alors s'ensuivre (notons que l'indice Standard&Poor's a dépassé le 1^{er} avril 4000 points en battant son record historique).

Par rapport aux plans de relance américains, le plan de relance européen (750 Mds d'euros, auquel se rajoutent certes les programmes nationaux, en l'occurrence 100 Mds d'euros pour le plan français sur 3 ans, et dont 40% proviennent du plan européen lui-même ; de plus, il est plus structurel que conjoncturel, donc peut-être trop « long-termiste » et met nettement plus l'accent sur l'offre que sur la demande) semble à la fois insuffisant et trop lentement mis en œuvre (aggravé par la suspension imposée actuellement par la Cour de Karlsruhe).

La Covid a accentué et même exacerbé la structure duopolistique de l'économie mondiale (États-Unis / Chine) ainsi que la coupure du monde en démocraties libérales, démocraties illibérales et régimes totalitaires. Dans quel monde entrons-nous et quelle y sera notre place ?

WWW.CHRU